



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR FAIRE FACE AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET A LEUR SYSTEME POURRI

LA NECESSITE D'UN TOUS ENSEMBLE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 25 JUIN 2020

Alors qu'il ne prendra son poste de Directeur général de Renault qu'à partir du 1^{er} juillet, Luca De Meo s'est précipité à l'Assemblée générale des actionnaires, la semaine dernière, pour annoncer la couleur : « *Je me mets donc au service de ce groupe que j'aime et à votre service, mesdames et messieurs les actionnaires de Renault* ».

Voilà qui a le mérite de la clarté : un patron au service des actionnaires, qui savent pouvoir compter sur le bonhomme pour appliquer le plan de réduction des « coûts » annoncé le 29 mai.

UN PLAN DE SAUVETAGE DES ACTIONNAIRES

« *Renault joue sa survie* », avait estimé le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, comme si les 25 milliards d'euros de bénéfices accumulés au cours des dix dernières années n'avaient jamais existé.

Mais à quoi ont donc servi tous les accords de compétitivité ? En 2013, la direction de Renault avait sorti son « *Contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France* ». En 2017, elle faisait le coup du « *Contrat d'Activité pour une Performance durable de Renault en France* », dit « *Cap 2020* ». Résultat, les effectifs en France ont chuté de 12 % en 10 ans. Mais ça continue. En 2020, l'« *Accord de solidarité et d'avenir* » débouche sur un nouveau plan de suppressions d'emplois.

PLAN DE CASSE CONFIRME

Le 16 juin, le Comité Central Social et Economique (CCSE) de Renault a confirmé et détaillé les 4.600 destructions d'emplois annoncées pour la France.

En tout, dans les usines, ce sont 2.100 postes de travail dont Renault envisage la suppression, auxquels il faut ajouter 1.500 postes dans l'ingénierie et 1.100 postes administratifs. Et tout ça, sans compter les milliers d'intérimaires déjà liquidés ces dernières semaines, comme si ces travailleurs n'existaient même pas.

Même reportées, les menaces qui pèsent sur les activités de Maubeuge, Dieppe et des Fonderies de

Bretagne sont toujours là. La fermeture de l'usine de Choisy est toujours décidée. Et pour l'usine de Flins, c'est l'arrêt de l'assemblage des véhicules pour 2024. En sachant que pour le remplacer, en plus du déménagement de l'activité de Choisy, il n'y a que des plans fumeux qui cachent mal l'intention de la direction de fermer à terme l'usine de Flins.

MAIS RENAULT N'EST PAS UN CAS ISOLE

Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Air France, Airbus D&S, Bombardier, Hutchinson, Nokia : la longue liste des entreprises qui restructurent et licencient s'allonge de jour en jour. Pour le seul mois d'avril, Pôle emploi a enregistré 843.000 chômeurs supplémentaires par rapport à mars ! Et Bruno Le Maire parle d'un million d'emplois supprimés dans les mois à venir.

Sans compter que les patrons utilisent déjà cette menace pour dire que les temps sont difficiles et qu'il faudrait faire des efforts, « travailler plus », accepter des salaires au rabais.

POUR NOTRE SURVIE, ORGANISER LA RIPOSTE

C'est maintenant que doit s'engager la bagarre contre les suppressions de postes et pour imposer l'interdiction



des licenciements.

Il y aurait moins à produire ? Plutôt que de jeter des centaines de milliers de personnes dans la misère, il est temps de réduire massivement le temps de travail, sans réduction de salaire, pour travailler moins afin de travailler toutes et tous. Et d'embaucher massivement dans tous les services essentiels à la société. Les actionnaires et les capitalistes peuvent payer !

Mais pour construire le rapport de force nécessaire pour briser la résistance patronale et gouvernementale, cela implique de ne plus se battre seulement entreprise par entreprise, les uns après les autres, au gré du « calendrier » des attaques patronales.

C'est à la construction d'un mouvement d'ensemble que les travailleurs doivent se préparer pour stopper l'épidémie de fermetures d'entreprises et de suppressions d'emplois.

CONTRE LA FERMETURE DE L'USINE DE FLINS !

Après un premier débrayage de la majorité de l'équipe de nuit, jeudi 11 juin, plusieurs centaines de travailleurs ont débrayé le 17 juin, cette fois à l'appel de tous les syndicats du site, contre les projets de suppressions de postes et de fermeture. La direction de Renault a annoncé que l'usine ne produirait plus de voitures à partir de 2024 et passerait de 2.600 CDI et 1.200 intérimaires à seulement 1.600 CDI pour devenir un centre de reconditionnement de moteurs et boîtes de vitesse et un « *pôle d'économie circulaire et environnementale* ». Ces annonces floues cachent mal la volonté de la direction de fermer totalement le site en 2024 ou juste après. Mais les salariés de Renault Flins ont commencé à montrer qu'ils n'allaient pas se laisser faire !

TOUS MENACES, TOUS CONCERNES

L'annonce du plan de restructuration chez Renault a donné le signal à de nombreuses entreprises du secteur. Pour elles, l'heure est venue de faire payer la note de la crise aux salariés ! Pendant que Senard et Le Maire tentent d'éteindre la grogne des salariés menacés par la fermeture des sites, les patrons de la sous-traitance ont ouvert le feu: 600 emplois menacés aux Fonderies du Poitou, 1.000 suppressions de postes à Hutchinson, et des dizaines d'entreprises plus petites qui vont laisser sur le carreau des milliers de salariés. Mais comme les prestataires et les intérimaires, ceux-là n'entrent pas dans les comptes annoncés par la direction de Renault.

Face à cette sous-traitance des licenciements, il faut s'unir entre tous les sites: quel que soit notre statut ou notre entreprise, nous sommes tous concernés par les mesures de restructuration et de compétitivité. Les patrons nous ont déclaré la guerre, il est temps de se coordonner pour riposter tous ensemble !

DEUX METHODES, UN MÊME OBJECTIF

Le chantage patronal à l'emploi se généralise pour rogner sur les salaires. Chez Ryanair, c'est brutal et non négociable: -20% pour les pilotes, -10% pour le personnel navigant. Chez Derichebourg Aeronautics (un sous-traitant d'Airbus), c'est pareil, mais avec un « *Accord de performance collective* », une nouveauté créée par la dernière loi Travail, au nom du « *dialogue social* ». Le deal ? Jusqu'à 500 euros de « *sacrifices mensuels* » en échange... du report à septembre d'un plan de 700 suppressions d'emplois ! Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a dénoncé la méthode de Ryanair, mais approuvé celle de Derichebourg. Le chantage à l'emploi, ça lui va, mais il voudrait juste que les syndicats soient consentants pour calmer la colère des salariés !

AIR FRANCE... RENAULT...

LE COVID A BON DOS !

Après le prêt de 5 milliards à Renault, garanti par l'état, qui laisse « *la possibilité à Renault d'adapter*

son outil de production » – en clair de liquider 4.600 emplois en France – c'est à Air France que l'État vient d'accorder 7 milliards d'aides, sous forme de prêts garantis, sous réserve de « *réformes structurelles sur la maîtrise des coûts et des efforts de productivité* ».

Message reçu cinq sur cinq par la direction d'Air France qui annonce un plan, avec à la clé jusqu'à 10.000 licenciements, surtout parmi les travailleurs les plus âgés, avec les salaires les plus élevés.

Air France veut surtout se dépêcher de profiter du trou d'air de la crise sanitaire pour faire passer ces « *efforts de productivité* » qui étaient dans les cartons depuis longtemps, pour mieux préparer l'avenir : les mêmes prévoient pourtant un doublement du trafic aérien d'ici 2040 ! Tous ensemble, il est vraiment temps de les arrêter.

PÔLE EMBROUILLE

Conseiller pour Pôle emploi à Rennes, Yann Gaudin s'est vu convoqué par sa direction pour entretien préalable au licenciement. Sa faute ? Avoir fait son travail ! Le conseiller, qui informait les chômeurs de leurs droits, aurait permis à des centaines de bénéficiaires de récupérer en tout 200.000 euros d'allocations non versées. Inacceptable pour l'agence, d'autant plus que Yann Gaudin dénonçait les pratiques frauduleuses de son employeur : par exemple « *des salaires exclus automatiquement par le système de calcul des allocations chômage* ». Ainsi, non content de rogner toujours plus sur les allocations, Pôle emploi, et derrière lui, l'État, magouille pour réduire encore le peu qui revient aux chômeurs. Une bien belle « *mission sociale* » que celle qui consiste à priver les chômeurs de leurs droits et à réprimer ceux qui tentent de les aider.

SOLIDARITÉ

Samedi dernier, le 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers – ces « *premiers de corvée* » pendant la période de confinement – a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris et dans plusieurs autres villes.

Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières – parti des États-Unis – se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme d'état s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire.

Des violences policières et un racisme encouragé l'impunité et le soutien politique tacite dont elles bénéficient de la part par de ce gouvernement.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « *auto-critique* » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique